

**Intervention Boris Plazzi – 11 septembre 2023, place Salvador Allende, Paris – Rassemblement commémoratif organisée par l'association d'ex-prisonniers politiques chiliens, « 50 ans plus tard, hommage aux victimes du coup d'Etat du 11 septembre 1973 »**

Nous remercions les organisateurs et les organisatrices d'avoir invité la CGT à intervenir aujourd'hui, pour ce 50<sup>ème</sup> anniversaire de la commémoration de l'attaque contre le palais de la Moneda et de l'assassinat de la figure du gouvernement d'Unité Populaire, Salvador Allende. A bien des égards cet évènement constitue un point de bascule historique, dont les effets se feront sentir à l'échelle mondiale et pendant de longues décennies. Revenir en 2023 sur cette tragédie orchestrée n'est pas seulement un devoir de mémoire, c'est un exercice politique essentiel pour nous rappeler d'où nous venons, où nous en sommes aujourd'hui et, surtout, se préparer aux défis et aux combats de demain.

Plus que l'assassinat d'un grand monsieur de notre camp social, celui des travailleuses et des travailleurs, c'est la fin d'une expérience politique incroyable, tournée vers le progrès et l'émancipation, dont il faut nous rappeler aujourd'hui. Le mouvement syndical chilien, et en particulier la Confédération Unique des Travailleurs du Chili, joua un rôle fondamental dans les conquies sociaux obtenus au cours de ces trois années, citons notamment la participation des travailleuses et des travailleurs à la gestion des entreprises, l'augmentation des salaires, la nationalisation des banques et de certaines entreprises stratégiques, comme le cuivre. Des centaines de milliers d'ouvrières, d'ouvriers, d'employé.es, de paysannes et de paysans, se syndiquèrent durant ce laps de temps, et donnèrent corps à une démocratie réelle, une démocratie sociale et politique.

Mais l'immense espoir que cette période avait suscité dans le cœur de toutes celles et ceux qui luttent à travers le monde, fut brutalement douché par les forces de la réaction. Celles de la droite chilienne et du général Pinochet, celle de l'impérialisme US en passe de lancer l'offensive néolibérale, qui firent le choix du sang et des bombes. La Confédération Unique des Travailleurs du Chili, fut dissoute le jour même, durant ce « coup d'Etat fasciste ». La population abasourdie et prise par surprise, ne se doutait pas encore que la violence de la dictature s'abattra sur elles et eux pendant 17 longues années. On estime aujourd'hui qu'environ 3200 personnes sont mortes, et 38.000 autres torturées, durant cette période.

Dès le 12 septembre, la CGT, la CFDT et la FEN appelèrent avec l'ensemble des forces de gauche, à des marches dans les rues parisiennes pour dénoncer le coup d'Etat. La confédération CGT, ainsi que nombres de nos organisations professionnelles et territoriales, s'impliquèrent activement dans la solidarité internationale qui se mettait en place et notamment l'accueil des réfugié.es chiliens.

Au-delà du Chili, c'était le début d'une contre-offensive mondiale des droites et du capital qui commençaient, et qu'on nommerait bientôt néo-libéralisme. Près de 50 ans plus tard, les attaques tous azimuts ont considérablement affaibli les organisations de travailleuses et travailleurs, nos droits collectifs, les inégalités n'ont de cesse de s'accroître et notre planète avance à marche forcée vers la catastrophe écologique et sociale.

Alors n'oublions pas tous ces hommes et ces femmes, qui ont alimenté l'espoir d'un autre monde, plus juste et plus égalitaire, n'oublions pas n'ont plus que cet espoir continue de vivre à travers nos luttes présentes. C'est celui des révoltes chiliennes d'octobre-novembre 2019 qui gagneront notamment l'ouverture d'un processus constituant pour abroger la constitution de Pinochet, c'est aussi celui de la grande mobilisation contre la réforme des retraites en France, et c'est celui des milliers de lutte à travers le monde pour répondre à l'urgence sociale, écologique et démocratique.

La CGT continuera à y prendre toute sa place, fidèle à son engagement internationaliste et résolument convaincue que la transformation sociale n'est pas seulement nécessaire, elle est possible. Comme ces paroles, en juin 1973, qui résonnèrent pour la première fois au cours d'un concert massif sur la grande avenue de Santiago et que la dictature n'arrivera jamais à faire oublier : « *El Pueblo Unido Jamas Sara Vencido !* ».